

Groupe de travail IV « Le rôle des Parlements Nationaux »

objet : Lettre de M. Louis Michel, membre de la Convention, à Mme Gisela Stuart, sur le projet de rapport final du Groupe de travail IV sur le rôle des parlements nationaux (WD 032 - WG IV)

Les membres du Groupe de Travail IV trouveront ci-joint une lettre de M. Louis Michel, Représentant du gouvernement belge, membre de la Convention.

Madame Gisela STUART,
BRUXELLES.-

N. Réf. : GT/nc/

Bruxelles, le 17 octobre 2002.

Objet : Projet de rapport final sur le rôle des parlements nationaux

Madame la Présidente,

J'ai pris connaissance avec grand intérêt du projet de rapport du groupe de travail « Rôle des parlements nationaux » (Working document 32) dont je vous remercie.

Ce projet de rapport formule un ensemble de recommandations auxquelles je peux me rallier.

Une révision du Protocole sur le rôle des Parlements nationaux me paraît ainsi adéquate afin de permettre une meilleure information des parlements nationaux sur l'activité législative du Conseil et donc un meilleur contrôle des parlements sur leurs représentants au Conseil.

Je souscris, dans la même optique, aux propositions tendant à la publicité des délibérations du Conseil lorsqu'il agit comme législateur. Une transparence accrue des travaux permettra évidemment un contrôle plus effectif.

Ce contrôle des parlements sur leurs représentants au Conseil reste- comme je l'ai souligné dans la contribution que j'ai présentée avec M. Chevalier (Conv 308), le moyen le plus efficace dont dispose les parlements nationaux pour peser dans les activités de l'Union.

Comme je l'indiquais dans cette même contribution et, ainsi que je l'ai rappelé lors de la plénière du 4 octobre, je reste par contre réservé à l'égard d'un système d'alerte précoce qui permettrait aux parlements nationaux d'intervenir directement au motif du contrôle de la subsidiarité dans le processus de décision européen. Ce mécanisme risque en effet de créer des tensions nouvelles entre légitimité européenne et légitimité nationale et d'introduire un facteur de complexité supplémentaire dans un système que nous voulons simplifier.

Je m'interroge enfin sur l'opportunité de créer un forum supplémentaire qui impliquerait parlements nationaux et parlementaires européens. La COSAC constitue déjà une enceinte qui pourrait être développée pour améliorer l'information et les contacts entre parlementaires. Je

ne vois pas la nécessité de créer une instance supplémentaire dont les attributions restent à ce stade confuses.

Je partage enfin l'avis selon lequel la méthode de la Convention devrait être généralisée pour préparer les révisions du Traité constitutionnel.

Louis MICHEL

=====